

Délocalisations et désindustrialisation : la droite sans volonté et sans ambition pour l'économie française

I) Un risque réel de désindustrialisation

Alors que les délocalisations et les fermetures de sites se poursuivent à un rythme soutenu, nous assistons à une menace de disparition de pans entiers de certains secteurs. C'est le cas notamment du textile, de la sous-traitance automobile, de l'électronique partiellement, de l'aéronautique...

De plus en plus souvent, des groupes multinationaux ou des fonds d'investissement ayant recours à l'effet multiplicateur de montages financiers de type LBO organisent la « mise en faillite et en déficit » de certaines entreprises.

Ils redéploient ensuite des activités similaires ailleurs, en s'appropriant au passage une marque, des brevets, ou des savoirs faire et techniques acquis au cours du temps. Dans tous les cas, ce sont des pertes importantes d'emplois, des régions déstabilisées et une véritable hémorragie industrielle.

En vingt-cinq ans, la part de l'industrie dans le PIB français est ainsi tombée de 30 % à 20 %. Dans le même temps les emplois directs liés à l'industrie passait de 24 à 15 % du total. Rien que pour l'année 2006, ce sont plus de 70 000 emplois industriels qui ont disparu.

II) Un gouvernement résigné et sans stratégie de reconquête

Le bilan de la droite en matière d'industrie est mauvais. L'absence de vision stratégique des gouvernements successifs de Jacques Chirac au cours de ces cinq dernières années est tellement criante qu'elle est même dénoncée dans des rapports rédigés par des parlementaires de sa propre majorité.

Les différents gouvernements ont empilé les agences et les dispositifs. Mais, faute de cap, les efforts consentis sont restés vains. D'ailleurs, les chiffres sont implacables : le déficit commercial de la France dépasse 55 milliards d'euros en deux ans.

Cela n'a rien d'étonnant, car tous ces dispositifs n'apportent aucune réponse pour corriger nos handicaps : rien pour corriger notre médiocre spécialisation sectorielle et géographique, rien pour endiguer notre dépendance à l'égard des capitaux extérieurs à l'Union européenne, rien pour favoriser la croissance du nombre de PMI exportatrices...

Les aides publiques financent essentiellement les grands groupes, qui bénéficient de 91% des 65 milliards d'aides publiques, et non les PME. Celles-ci souffrent pourtant de gros problèmes d'accès aux financements bancaires et regrettent à juste titre de ne pas pouvoir bénéficier elles aussi des aides publiques.



III) Avec Ségolène Royal, une industrie encouragée pour une croissance dynamisée

Pour les socialistes, il n'y a pas d'avenir possible sans une industrie forte. L'industrie doit rester un levier essentiel de notre prospérité : de nombreux emplois, directs et indirects, dépendent de sa capacité à produire des biens à forte valeur ajoutée et des technologies indispensables et stratégiques pour le pays.

Une véritable politique industrielle renvoie à des objectifs de renforcement de la performance durable des entreprises, d'orientation de l'économie vers des activités à forte valeur ajoutée et de maîtrise des mutations industrielles. Elle doit s'articuler en amont avec la politique de recherche, en aval avec la politique commerciale ; elle doit revêtir une dimension territoriale et s'appuyer sur des politiques transversales, telles que la fiscalité et la formation ; elle doit soutenir fortement les PME.

C'est le sens des propositions du Pacte présidentiel de Ségolène Royal sur ce sujet :

Augmenter de 10 % par an du budget de la recherche et de l'innovation ;

Porter la part des 65 milliards d'aides aux entreprises orientées vers la recherche-développement de 5 % à 15%.

Mettre en place une politique industrielle capable de préparer l'avenir et de réduire les risques de délocalisations avec la création d'une Agence nationale de réindustrialisation.

Soutenir les PME avec la création de fonds publics régionaux de participation et en leur réservant une part dans les marchés publics.

Concentrer les aides sur les entreprises qui embauchent et investissent et imposer le remboursement de ces aides en cas de délocalisation

**Il n'est pas trop tard pour agir,
mais il faut agir !**

